

JOURNAL PARAISSANT TROIS FOIS

PAR SEMAINE,

les Dimanche, Mercredi, Vendredi.

BUREAU, place de l'Ecole, 16;

DEPOT audit bureau et rue Gil-le-Cœur, 4.

PRIX DE L'ABONNEMENT:

	Paris.	Départemens.	Etranger.
Trois mois.	2 25	4 00	6 00
Six mois.	4 25	7 25	11 00
Un an.	8 00	14 00	22 00

Les articles envoyés au Journal doivent être signés.
(Affranchir.)

VIVE
LA
REPUBLIQUE

JOURNAL PARAISSANT TROIS FOIS

PAR SEMAINE,

les Dimanche, Mercredi, Vendredi.

BUREAU, place de l'Ecole, 16;

DEPOT audit bureau et rue Gil-le-Cœur, 4.

PRIX DE L'ABONNEMENT:

	Paris.	Départemens.	Etranger.
Trois mois.	2 25	4 00	6 00
Six mois.	4 25	7 25	11 00
Un an.	8 00	14 00	22 00

Les articles envoyés au Journal doivent être signés.
(Affranchir.)

LE GAMIN DE PARIS

GAITE.

DRAPEAU DU PEUPLE: FRATERNITE, EGALITE, LIBERTE.

FRANCHISE.

SOMMAIRE.

Aurons-nous un Président? — Aurons-nous du pain? — Assemblée nationale. — Circulation des journaux. — Deux mots sur les incompatibilités. — Clément Thomas et Bertrand. — Nouvelles étrangères. — Pavés. — Les délégués.

Le GAMIN DE PARIS se tirant à 10,000 exemplaires, l'Administration prévient le public que ce journal paraîtra prochainement tous les jours en double feuille et recevra des annonces à un prix modéré.

Aurons-nous un président? Aurons-nous du pain?

Les Députés. Aurons-nous un président?

— Le Peuple. Aurons-nous du pain?

Les Députés. Aurons-nous deux chambres?

Le Peuple. Aurons-nous du pain?

Les Députés. Aurons-nous un conseil d'Etat?

Le Peuple. Aurons du pain...?

Cette triste psalmodie se reproduit pendant toutes les révolutions, sous d'autres formes sans doute, mais toujours la même quant au fond.

En effet, pendant la bataille, tous les instincts et tous les intérêts se confondent. La guerre des idées de détail ne vient qu'après. Pendant la bataille le peuple lutte pour des principes, et les hommes de cabinet luttent pour le bien-être matériel du peuple. On prend les intérêts les uns des autres.

Mais, après la victoire, la dissidence commence; les tendances, fruits de l'éducation et surtout des besoins, reprennent le dessus: L'homme de cabinet songe à la constitution, et le peuple, au travail qui manque, à l'outrage qu'on lui jette à la face, au pain qu'il n'a pas.

Qui a raison?

Qui a tort?

Nul n'a tort absolument, car il faut que tout marche de front. En effet, le législateur commettrait tout à la fois une injustice et une imprudence s'il négligeait de s'occuper de l'organisation du travail et de l'appui à donner aux travailleurs. Il y a des mesures qui ne peuvent, comme la Constitution, souffrir de retard. Il y a urgence de répondre au plus vite à cette sinistre question: Aurons-nous du pain, par ces trois mots: Vous en avez.

Mais, d'un autre côté, qu'on ne dise pas qu'une Constitution est chose peu importante. Que le peuple n'écoute point ces publicistes mécontents qui ayant établi une fois pour toutes que tout doit être mauvais s'ils n'y mettent la main, prennent aujourd'hui à parti la Constituante, parce qu'elle s'occupe d'une Constitution.

Peuple, pourquoi fais-tu des barricades: parce qu'on abaisse la France devant l'étranger, parce que la corruption est à l'ordre du jour, parce qu'on dilapide les finances, parce qu'on te laisse en proie à la rapacité de ceux qui t'exploitent, parce qu'on veut t'enlever le droit d'exprimer tes pensées, et celui de former des assemblées pour y dis-

cuter tes plus chers intérêts. Et crois-tu que quelques mesures d'organisation ou de protection du travail empêchent le retour vers le système que tu as condamné? Crois-tu, par exemple, qu'une royauté puisse jamais réaliser la devise: Liberté, égalité, fraternité? Crois-tu pas qu'un président de République inamovible et irresponsable ne soit un roi, un vrai roi qui nous fournirait une nouvelle occasion de soulever les pavés? Ne crois-tu pas que moins un homme reste au pouvoir, moins son ambition a le temps de grandir? Tu vois bien qu'il y a des questions de Constitution qui touchent de près à ton bonheur, parce qu'elles touchent de près à ton repos, et que, du jour où tu seras obligé de recommencer la guerre civile, tu recommenceras en même temps la crise de la confiance, du crédit, du travail.

Et alors, tu comprendras pourquoi, tandis que tu disais: Aurons-nous du pain? certains hommes se demandaient aurons-nous un président?

Il ne suffit pas à un peuple d'avoir de bonnes lois, il faut que la Constitution limite le pouvoir des hommes qui exécutent la loi, fournisse le moyen de l'interpréter une fois pour toutes, et facilite le jeu de l'administration. Qu'importerait, en effet, de bonnes lois qui ne pourraient recevoir leur application ou qui seraient livrées à l'interprétation ou au dédain du pouvoir?

Demandons du pain aujourd'hui, et, pour l'avoir demain, demandons qu'on prenne des mesures.

Mais en même temps demandons du pain pour l'année prochaine, songeons à l'avenir, et, pour éviter de nouvelles secousses qui remettent notre existence même en question, demandons une Constitution et pas de président.

LE PERE FOUYOU.

Le Gamin à l'Assemblée nationale.

(Séance des 13 et 14 juin.)

Séance du 13.

Des forces régulières, très considérables, encombrant à une lieue à la ronde les alentours de la chambre. Le jardin des Tuileries continue à être la proie des gardes nationaux sédentaires.

La séance est ouverte à une heure.

Le général Clément Thomas est habillé en graines d'épinards. Il est roux comme d'habitude.

M. Eugène Raspail demande à M. Lamartine comment il se fait qu'il a conspiré avec Raspail le prisonnier, qui n'a jamais conspiré.

M. Lamartine répond que lorsqu'il dit: j'ai conspiré, cela veut dire: Je n'ai pas conspiré le moins du monde.

L'Assemblée est satisfaite.

M. Degoussé demande à jaboter.

M. Jules Favre, le grand rapporteur qu'il est, désire dire un mot. Il a la parole.

M. Jules Favre. — On s'est demandé dans les bureaux si le prince Louis-Napoléon s'était fait renaturaliser Français et quel pourrait bien être le nombre de ses printemps;

questions qui me font rire. Bref, on a décidé en faveur de l'admission du prince.

L'Assemblée. — Prince? de quoi, prince? Quêque c'est qu'ça, un prince?

M. J. Favre. — J'ai voulu dire, citoyen, Citoyens représentants, j'ai accusé Louis Blanc parce que j'aime Landrin et Portalis.

L'Assemblée. — Quêque ça me fiche.

M. J. Favre. — Je les idolâtre, ces hommes.

Voix nombreuses. — A la question!

Un sténographe. — La question est abolie depuis longtemps.

M. Sénart. — Les sténographes n'ont pas le droit de lâcher des calembours.

Le citoyen J. Favre donne avec assez de jugeotte des raisons comme quoi il n'y en a pas pour ne point admettre Louis-Bonaparte à l'Assemblée. La loi de bannissement de 1832 a été abolie; il y a des Bonaparte sur les bancs, et Louis ne se présente pas comme prétendant.

Buhez. Tu fais erreur: il prétend.

Un vieillard demande la parole en même temps que l'agréable Dupin.

Sénart. La parole est au vieillard.

Le Vieillard. Vous connaissez mes opinions: j'affectionne Louis; il est faux qu'il se croie l'empereur.

Des membres. Rappelez-vous Boulogne et Strasbourg.

Fresneau. Citoyens, il n'y a pas de conspirateurs; mais la commission exécutive perd la boule. Il n'y a pas de conspirations; le pouvoir exécutif ne sait ce qu'il fait. Personne ne conspire; il n'y a pas de gouvernement; il n'y a pas non plus de conspiration...

L'Assemblée. Quel est ce galimatias?

Fresneau. Galimatias vous-mêmes.

Louis Blanc monte sur la tribune et dit que la République est trop forte pour avoir peur d'un homme.

Pascal Duprat et Lasteyrie se paient une petite bavette qui n'a rien d'étonnant.

Ledru Rollin. De quoi! le gouvernement veut dire son mot. La loi de bannissement existe, puisqu'elle n'est pas abrogée. D'ailleurs, il y a des journaux pour Louis-Napoléon Bonaparte; il y a eu des coups de piston bus à sa gloire, et on ne se s'est pas contenté de l'vier l'coude, on s'est enroulé pour une nouvelle garde impériale; on a distribué de la monnaie qu'était pas du Monaro.

Jules Favre répond en rature, mais de sa voix douce accompagnée de gestes désagréables, mais uniformes.

Louis-Napoléon Bonaparte est admis représentant, sauf examen de ses printemps et de sa nationalité.

On va dîner. — Je me brosse le ventre.

Séance du 14.

L'abbé Fayet. Citoyens, faut changer le mode de voter; à la dernière séance, au moment d'un vote par division, mon voisin a été tellement pressé, poussé par le flot ascendant qui se portait à la tribune, qu'il s'est trouvé mal... dans mes bras. Jugez de ma position, de mon embarras; de sa poitrine s'échappaient ces mots d'une voix mou-

lante et presque éteinte : « Mourir pour la patrie, etc. » C'était touchant ! Vu cet accident, vu le patriotisme du citoyen, je demande qu'on vote autrement, et qu'on décerne audit représentant une couronne de martyr qui lui sera posée sur le chef par la plus jolie des dames qui assistent à notre séance. Je me charge de faire le choix, si la patrie a confiance en mon dévouement. (Très bien ! très bien ! — Vive l'abbé ! — Les dames agitent leurs mouchoirs.)

La proposition est renvoyée à la commission du règlement.

Coquerel. J'ai vous faire un discours, représentants, sur vos incompatibilités, je vous annonce d'abord que je ne suis qu'un écho... un pur écho, un clair écho, et comme tel, afin que vous jouissiez de la pureté de mon écho, je réclame le motus. C'est question ne doit être acceptée que sous bénéfice d'inventaire. Nous ne sommes plus sous la monarchie... Nous sommes... sous autre chose...

Ce qu'était à blâmer, à proscrire, est au jour d'aujourd'hui à louer, à conserver. (Violens murmures.) J'observe que je ne suis qu'un écho... Représentants, montrez-vous des maçons distingués dans la construction de la constitution. Savez-vous dans quel borborygme on veut vous... vous salir ? Moi, qui n'ai pas t'un sot, j'ai compris, et mon épouse est de mon avis... On vous propose de vous déclarer non seulement incompatibles, mais (voyez les traitres), mais encore incapables ! Eh bien, je vous le demande la main sur l'oeil, y a-t-il un incapable parmi vous ? Avond, mon gros, est-ce toi qu'est incapable ? non, donc si tu ne l'es pas, n'y a pas d'incapables. On vous demande encore de renoncer à vos titres et à vos appointements. C'est un vrai suicide, vous n'y sauriez consentir, et puis n'est-ce pas, M. l'abbé, que la religion le défend ? Nous ne sommes pas mal, restons-y, y'a mon avis.

Lherbette. A bas les cumulards ! Le peuple vous voit d'un bon oeil, allez ! Voulez-vous bien vous cacher ; il ne faut pas qu'on dise que les emplois publics sont notre curé ? (Adhésion.)

Clément Thomas. Comme commandant supérieur, je reçois 50,000 francs, et j'en veux les conserver. Croyez-vous donc que j'ai vas héberger votre état-major à l'hôtel ; j'ai vas servir tous les jours, et quatre fois par jour ces messieurs gratis *pro republica*, et ça à trois plats, sans compter le potage, le bouilli et le dessert ? Vous ne savez donc pas que tout est cher ? on ne peut plus avoir de petits pois déjà (assez ! assez !) : non, ce n'est pas assez ; et les asperges, voilà la saison qui passe. Vous voyez donc que vos 50,000 francs sont bien mangés. Vous n'avez donc rien à me retrancher.

Baroche. Nous devons respecter ce qui a été fait. Faisons des lois pour ceux qui viendront nous succéder ; mais si nous ne nous respectons pas, qui nous respectera ? Regardez l'inconvénient de la proposition : si j'étais magistrat, eh bien, il faudrait que je renoncasse à la représentation ; je serais privé de vous voir et vous de me posséder : c'est pas possible !

On passe au vote, et la question est escamotée.

Circulation des journaux. — Atteinte à la liberté de la presse.

Oh ! que c'est embêtant c'te République ! Toujours j'trouve l'autorité sur mon chemin. Que je prenne la voie de fer ou la voie de terre, j'entends toujours le pas léger et la voix musicale du municipal. L'autre jour je m'mets à ma fenêtre : plus que ça de luxe, me dit le commissaire, ôte-toi de là ou je te verbalise. J'ai pas compris, mais j'me suis effacé j'ai vu après qu'il craignait qu'un mon physique l'y fît du tort : sa tourterelle roucoule en face.

Pas de sûreté dans Paris. J'pars pour le Havre ; on m'emballle comme s'il s'agissait de soustraire au droit un paquet de havane ; j'suis pressé comme un hareng, vive la liberté de la presse ! Ah ! oui, j'en fiche, pas moyen d'échapper. Décidément j'trouve qu'il y a de l'odeur et mes persécuteurs un nez de basset. Du premier coup j'suis gobé ; cependant j'étais au milieu de caisses de fromages capables de tuer les mouches à la volée ; j'suis saisi.

— Oh hé ! gendarme, respect à la liberté individuelle, j'ai mon passeport en règle.

Le gendarme. Et moi j'ai ton signalement, gamin de Paris, p'tit môme.

Le gamin. Superbe gendarme, ta politesse me plaît ; tu dois avoir une belle maman. Quel âge a-t-elle, ta maman ? ça doit faire une belle femme !

Le gendarme. Il s'agit pas de maman, il s'agit...

Le gamin. De ton papa ? il a servi sous Charles X, est-ce pas ? T'as pas l'encolure républicaine. Il doit aimer les z'haricots, ton papa ?

Le gendarme. Il s'agit...

Le gamin. De me brûler, de me guillotiner ou de me pendre ? Ça m'est égal ; mais passe-moi ta moustache avant ma mort, j'aime ta moustache ?

Une, deux, trois, on m'appréhende, et, malgré ma résistance, vingt-cinq gendarmes me plongent dans un greffe, tout près de la *Liberté*, journal pas cher. J'veux me révolter. Qu'on m'ôte de là, j'veux pas de c'te voisinage ! que j'm'écrie ; mettez-moi encore plutôt au milieu de mes fromages. — C'est en vain ; grâce à notre système pénitencier, tout est confondu.

Lecteur, je m'ennuie, si c'est là la liberté républicaine, à bas la liberté ! J'veux pas de c'te République ; et, dès que j'pourrai m'esbigner, j'vas à Londres prier Louis Poiré de r'venir à son château. On me dit que des préparatifs y sont faits pour recevoir un Louis, j'sais pas si c'est la Poiré-des-Louis ou l'Aigle-des-Louis. J'demand'rai ça à mon gendarme ; y m'paraît fort en politique, c'te gendarme !

FOUYOU.

Deux mots sur les incompatibilités.

Encore une question escamotée, une question de principes noyée dans une question pécuniaire. L'Assemblée a décrété :

Art. 1^{er}. Aucun membre de l'Assemblée nationale ne pourra, pendant toute la durée de son mandat, devenir un fonctionnaire public salarié, s'il ne l'est déjà, obtenir de l'avancement, s'il est fonctionnaire, ni toucher aucun traitement d'activité, ni indemnité quelconque afférente à ses fonctions.

Ainsi, on a seulement décidé que les fonctionnaires ne pourraient pas cumuler les traitements ; quant aux titres, ils les conservent. Selon nous, la question ne permettait pas ces demi-mesures.

Je suppose qu'un représentant soit à la fois conseiller et représentant.

De deux choses l'une, les fonctions de conseiller sont nécessaires ou constituent une sinécure ; si elles sont nécessaires, que celui qui en a le titre l'exerce ; si c'est une sinécure, qu'on supprime cet emploi inutile.

Comme nous le disions dans un de nos derniers numéros, la question des incompatibilités doit embrasser non seulement les fonctionnaires publics, mais encore ceux qui sont contraints d'exercer par eux-mêmes leurs professions, tels sont les notaires, avoués, huissiers, avocats, etc.

La République ne se bat pas en duel.

M. CLÉMENT THOMAS ET BERTRAND.

Bertrand. — Up ! up ! Qui... c'est à toi que j'ai t'affaire... grand coqigru !

Thomas. — C'est à moi à qui qu'tu parles ! je m'nomme Clément Thomas, command....

Bertrand. — Juste... t'es mon homme ; ah ! grand barbe rousse, c'est toi qu'a s'appelé la croix un hochet, astu t'été élevé avec des hochets semblables, en as-tu comme ça ! Allons, voyons, tiens-toi sur tes guibolles, garde l'équilibre que j'te balance ! encore, non, je veux me battre en chevalier. Alors, si tu z'as du cœur, à demain matin, cinq heures, je t'attends sur le terrain, aux fossés de Vincennes. Adieu, grand carcan, commandant de basse-cour. Le bonsoir de ma part à madame ta très chère et à ses mioches.

Le Gamin. — Une, deux !... C'est pourtant six heures, c'est pourtant le lieu des salutations à vingt-cinq pas, et on ne voit personne... Est-ce que la réunion aurait été contremandée ?... Fallait donc le dire, tas de capons !... grands cœurs sans âmes !... Enfin, les voilà ; cachons-nous et écoutons tout.

Le général Sourd (témoin de Bertrand, parlant à part à Thomas). — Vois-tu, mon cher Thomas, tu z'as tort, c'est Bertrand qui est l'insulté, et puis la République a besoin de toi... Vous ne pouvez pas vous battre.

Thomas. — Je crois que c'est vrai... En effet, l'intérêt de la République... voudrait bien... mais Bertrand pourrait-il m'faire quelques excuses... ou plutôt quelques semblans d'excuses... Tu conçois... retirer sa lettre injurieuse, par exemple.

Sourd, à Bertrand, à part. — Mon cher, tu es utile à la République... Sans toi, qui sait !...

Bertrand. — Ah ! bah ! Allons, farceur...

Sourd. — Non, parole d'honneur ! tu n'peux pas te

battre, et puis Thomas déclare qu'il a parlé des croix non méritées. Allons, retire ta lettre.

Bertrand. — Crois-tu qu'il ne voudra que ça ?... Au fait, oui, c'est vrai, il n'a parlé que de croix données à des misérables... Je retire ma lettre.

Bertrand donne la main à Thomas, et ce dernier à Bertrand ; ils s'embrassent, et mon duel est soufflé. En v'là t'y des duellistes !... Y a pas besoin de lois pour défendre le duel, ma foi... On s'insulte, et puis l'on s'embrasse... C'est comme dans le ménage de mon p'pa, ils s'fâchent pour s'mettre d'accord. En v'là t'y des flam-bards. Hé ! dites donc, manches à balais... Prévenez au moins vot' public une autre fois ; ils ont tous deux raisons... N'y a qu' moi qu' j'ai tort de les avoir pris pour des sabreurs ; cré coquin ! pas de chance ! Je sais bien qu'on ne doit pas se battre entre citoyens, mais, au moins, qu'on ne fasse pas d'esbrouffe, si c'est pour se tuer à coups de gueule. Si encore ils invitaient le public !

Nouvelles étrangères.

PRUSSE. — Le 10 juin dernier, une foule innombrable de personnes des plus huppées de Berlin, étant venues complimenter E. Arago, il répondit : « Je ne sais pas l'allemand ; j'en suis désolé ; car j'aurais de belles choses à vous dire en c'te langue ! L'honneur que vous me faites s'adresse à la France ; je suis contrarié quelle ne soit pas ici pour sauter de joie et pleurer de bonheur : permettez-moi de pleurer pour elle. (Il verse des larmes.) Ma mission est toute dans l'intérêt des deux peuples et non dans le mien. Je vous expliquerai ça d'une manière détaillée dès que je saurai l'allemand : oui, je veux apprendre votre langue ; elle est harmonieuse, cent fois plus mélodieuse que celle des Italiens. Enfoncé les Italiens ! vive les Allemands ! Donnez-moi la main, et permettez que je vous embrasse tous. »

PAVES.

On voit sur les murs de Paris une affiche en faveur du divorce. Elle est signée : un jurisconsulte. On sait que ce mot n'a jamais eu de définition. N'importe. Pourquoi ce jurisconsulte n'a-t-il point signé ?

Est-il marié ? Il a peur de sa femme.

Est-il célibataire ? Il a honte de ce qu'il écrit.

La Presse ! la Presse ! édition du soir ! Grande nouvelle !

Quelle est cette nouvelle ?

Des forces imposantes entourent la chambre ; ou bien : quelques compagnies seulement préservent les représentants de l'intempérie des rassemblements. Ce sont les... etc. Puis, viennent les numéros des régiments, des bataillons, des compagnies. Tant de mobiles, tant de sédentaires, tant de troupes de ligne, etc.

C'est bien intéressant ! Aussi la Presse nous raconte-t-elle cela tous les soirs. C'est une des idées par jour de M. Emile.

« Nous avons entendu, dit le Canard, un vendeur de journaux crier ainsi sa marchandise :

« Achetez, achetez le Journal de la canaille, Représentant du Peuple, de la Vraie République, du citoyen Thoré ! »

Serait-ce le même vendeur qui criait aujourd'hui sous mes fenêtres :

« Vous pouvez acheter l'Assemblée nationale, le Canard de l'Epoque, accusateur public. »

Le Gamin de Paris fait savoir à messieurs les crieurs et à leurs mioches, que à l'instar de M. Emile de la Presse, il voudra bien, à partir de dimanche prochain, les embrigader. Il fera des sous-brigadiers, brigadiers, lieutenants, capitaines, et il sera leur général.

Toujours à l'instar de M. Emile, il se fera écrire par les crieurs des lettres, poulets, billets et autres missives-réclamations, afin de répandre les bons principes, et dans l'intérêt de l'humanité.

Le 24 février, à dix heures du matin, le citoyen Crémieux voulait la régence ; à midi, il criait Vive la République ! On assure aujourd'hui que c'est un bonapartiste enragé. Il se trouve toujours, quoique petit, à la hauteur des circonstances :

Le gérant responsable : LARDET.

Paris. — Imprimerie de BOULÉ, rue Coq-Héron, 3.